

Niger : l'allégement de dette donne des résultats

Emilio Sacerdoti et Philippe Callier
Département Afrique du FMI
25 janvier 2008

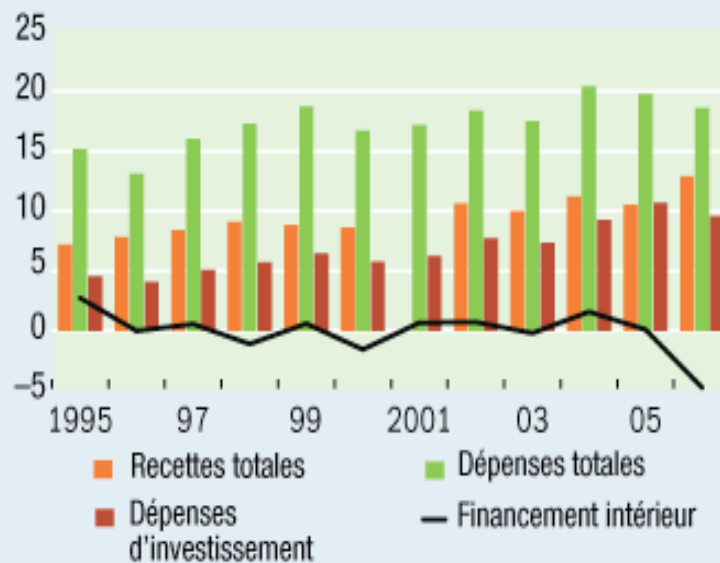
- La réduction du service de la dette a permis d'accroître les dépenses de santé et d'éducation
- Les indicateurs sociaux du Niger commencent à s'améliorer
- La croissance s'est accélérée, mais pourrait être plus rapide

Les allègements de dette accordés par les créanciers multilatéraux et bilatéraux produisent des résultats en Afrique. Au Niger, pays enclavé de la partie occidentale du continent, la réduction du service de la dette, conjuguée à une aide budgétaire substantielle et à l'amélioration du recouvrement des recettes intérieures, a des effets positifs sur les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et au monde rural — secteurs où les crédits budgétaires ont augmenté dans une proportion équivalant à 4 % du PIB entre 2002 et 2007.

Graphique1

Espace budgétaire accru

La hausse des recettes et la réduction du service de la dette permettent de consacrer davantage de ressources aux dépenses prioritaires.



Source : calculs des services du FMI à partir des données budgétaires.

Grâce à l'[initiative en faveur des pays pauvres très endettés](#) et à l'[initiative d'allègement de la dette multilatérale](#), l'encours de la dette du Niger est passé de 76 % du PIB à la fin de 2002 à 14 % à la fin de 2006, soit une réduction de 1,3 milliard de dollars, à laquelle a contribué la totalité des créanciers multilatéraux et bilatéraux. L'allègement a entraîné une diminution du service de la dette d'environ 2 % du PIB entre 2003 et 2006.

Les concours budgétaires considérables dont a bénéficié le Niger — 3,5 % du PIB en moyenne durant les quatre dernières années — et l'accroissement des recettes intérieures dû à l'élargissement de la base d'imposition (les recettes budgétaires intérieures sont passées de 7,2 % du PIB en 1998–99 à 12,6 % en 2007), ont contribué aussi à accroître la marge de manœuvre budgétaire du pays. Les autorités s'en sont servies pour augmenter les dépenses prioritaires et réduire le substantiel encours d'arriérés intérieurs accumulés jusqu'à la fin de 1999.

Amélioration des indicateurs sociaux

La hausse des dépenses rendue possible par l'allègement de dette a entraîné une amélioration des indicateurs sociaux, qui sont parmi les plus faibles d'Afrique : le Niger améliore enfin sa position dans le classement établi par l'ONU selon son indicateur du développement humain.

- Le taux de mortalité infantile est tombé de 156 décès pour 1.000 naissances en 1997 à 81 pour 1.000 en 2006. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans reste néanmoins l'un des plus élevés d'Afrique.
- Le taux d'achèvement à l'école primaire est passé de 16 % en 1997 à 28 % en 2005. Le taux de scolarisation primaire est un des plus faibles d'Afrique.
- L'accès à l'eau potable est passé de 40 % en 1996 à 69 % en 2005.

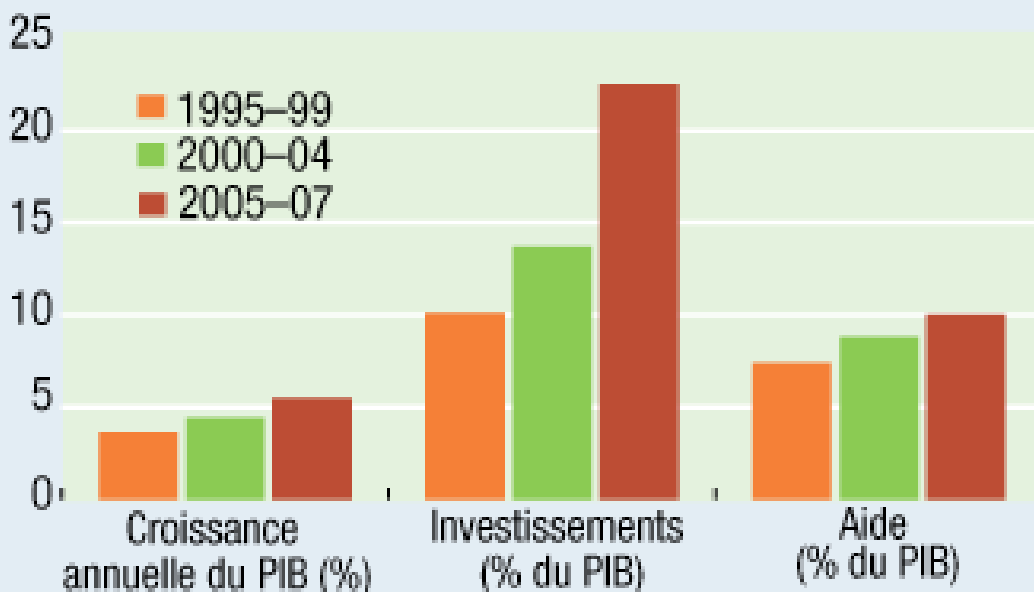
Accélération de la croissance

La croissance a pris de la vitesse grâce au rétablissement de la stabilité politique et sociale en 1999 et à la forte volonté de réforme des autorités nigériennes. La progression annuelle moyenne du PIB réel, qui était inférieure à celle de la population dans les années 90, s'est accélérée durant la période 2000–06. Elle a atteint 4 %, soit un taux de croissance par habitant d'environ 1 %. Après le ralentissement provoqué en 2004 par une grave sécheresse, le PIB a repris sa progression et devrait avoir atteint un taux de croissance moyen de près de 5½ % en 2005–07.

Graphique 2

Résultats en hausse

La croissance du PIB, les investissements et l'aide sont en progression.



Sources : autorités nigériennes et calculs des services du FMI.

Le retour à la stabilité et la volonté de réforme des autorités ont encouragé l'aide extérieure et stimulé les investissements privés intérieurs et extérieurs. Le coefficient d'investissement global est passé de 9 % du PIB en moyenne — chiffre particulièrement faible — durant la période 1998-99 à 22 % en 2005-06. Les investissements tant privés que publics ont contribué à cette hausse, notamment ceux qui ont été réalisés dans les industries extractives, les infrastructures, les télécommunications, le bâtiment et les travaux publics.

Perspectives à moyen terme

Selon les projections des services du FMI, le taux de croissance annuel du PIB pourrait atteindre 5½ % d'ici à 2015, principalement sous l'effet de l'intensification de l'activité minière et des travaux de prospection. Les sociétés d'uranium présentes au Niger veulent au moins doubler leur production d'ici à 2013. Depuis 2006, par ailleurs, 110 nouveaux permis d'exploration ont été attribués aux sociétés minières, généralement dans le secteur de l'uranium, mais aussi pour la prospection d'autres minéraux et de pétrole.

L'accélération de la croissance dépendra toutefois avant tout de l'amélioration de la productivité agricole, de la diversification de l'élevage et de l'agriculture, et du

développement des industries agricoles. Ces mesures doivent s'accompagner en outre d'une amélioration de l'infrastructure et d'une participation soutenue du secteur privé. Selon la stratégie de développement rural établie par le Niger pour 2007–15 — qui a été intégrée à la stratégie d'accélération de la croissance et de réduction de la pauvreté pour 2008–12 récemment publiée —, ces secteurs offrent de vastes possibilités de développement.

Affronter les problèmes

Pour autant, le Niger est confronté à un sérieux problème : le risque de sécheresse. Il peut tenter de le surmonter de plusieurs façons :

- En procédant à une irrigation efficace, afin d'accroître la production de céréales et de légumes destinée aux marchés intérieur et extérieur. Environ 85.000 hectares de terres sont irrigués à l'heure actuelle, mais 270.000 hectares supplémentaires attendent de l'être.
- En utilisant davantage d'engrais et de matériel agricole moderne.
- En perfectionnant les techniques de conservation et de commercialisation, afin de stimuler les exportations de produits agricoles dans les pays voisins et au-delà. De même, une amélioration des systèmes de transformation permettrait d'accroître les exportations basées sur l'élevage.

Enfin, la poursuite de l'investissement et de la croissance dans le secteur minier nécessite le rétablissement de la sécurité dans la région minière du nord du pays, où les insurgés ont lancé des attaques en 2007.

Défis permanents

Le Niger aura beaucoup de peine à atteindre les [objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD) d'ici à 2015. Selon les estimations contenues dans la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté pour 2008–12, la croissance du PIB réel devra atteindre 7 % en moyenne pour que la pauvreté puisse baisser de moitié d'ici à 2015 conformément aux OMD. Le Niger risque d'éprouver des difficultés à atteindre un taux de croissance aussi élevé, même si l'aide s'accroît fortement en passant d'environ 10 % du PIB en 2007 à environ 15 %.

Toutefois, une nette amélioration des indicateurs sociaux semble possible grâce à la hausse des recettes due au boom de l'uranium, à l'élargissement de la base d'imposition et à l'appui des bailleurs de fonds au programme de réformes — sous réserve que les autorités redoublent d'efforts pour améliorer la prestation de services adéquats dans l'ensemble du pays.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey